

L'ÉGLISE ET LA VILLE

par Monsieur le professeur Gérard CHOLVY
Université Paul-Valéry - Montpellier

Il s'agit de la conférence inaugurale de notre année académique, donnée à Candé pour la reprise des cours le lundi 3 octobre 2011.

Le christianisme est à l'origine, dans son expansion géographique, un fait urbain, l'apôtre Paul, le premier, ayant créé des pôles chrétiens à Antioche, Paphos, Thessalonique, Corinthe ou Ephèse. C'est toujours à partir des capitales d'Alexandrie, de Carthage ou de Lyon, que la foi nouvelle s'est diffusée dans les provinces. Si le terme « païens » désigne, vers 370, ceux qui ne sont pas chrétiens et si le terme a pour racine *pagus* : le *paganus* étant l'habitant d'une portion de territoire, très vite ensuite, les *pagani* furent les habitants des campagnes parce que les chrétiens se trouvaient surtout dans les villes.

Mais voici qu'en 1816, dans son célèbre *Essai sur l'indifférence*, Lamennais écrit que « l'homme moderne vit comme un païen ». Et, dans le vrai, dès la fin du XVIII^e siècle c'est l'habitant des grandes villes qui, peu à peu, est perçu comme étant le païen. Le pessimisme urbain, un poète anglais de ce siècle l'illustre ainsi :

*God made the country
Man made the town
[Dieu créa la
campagne
L'homme créa la ville]*

La ville, c'est Babylone, Sodome et Gomorrhe. Dans *L'Émile*, Jean-Jacques Rousseau renchérit : « Les villes sont le gouffre de l'espèce humaine [...] avec toutes les apparences de la vertu sans en avoir aucune ». Dans sa *Théorie du pouvoir politique et religieux* (1796), le vicomte Louis de Bonald parle de la « corruption des cités qui offrent des jouissances à la débauche et des ressources à la fainéantise ». Lorsque l'étudiant en droit Frédéric Ozanam arrive à Paris, en 1831, c'est tout naturellement qu'il évoque Babylone. Pour le frère de Madeleine-Sophie Barat, Paris c'est « la Babylone de l'Europe ». Dans *L'Enfant*, publié en 1879, Jules Vallès, qui n'a certes rien d'un bon catholique, fera part de sa « désillusion de Paris [...]». Je suis dans la grande Babylone ! Ce n'est que cela : Babylone ! » Mais nous

voici à Béziers au temps de la prospérité viticole, dans les années 1860 : Béziers, « la petite Babylone ! », présentée, en 1873, comme étant le « pourrissoir de la région ».

Lieux communs ou réalité? C'est la question posée à l'historien du fait religieux qui évoquera successivement : 1) des dysfonctionnements précoces dans l'encadrement religieux des villes ; 2) le temps de la paroisse des œuvres ; 3) une possible remise en cause de l'historiographie dominante à partir d'autres indices que ceux de la pratique religieuse¹.

¹ Orientations bibliographiques : on peut partir de « La Ville », *Encyclopédie Théo* ; dans la revue *Esprit et Vie* 16 (2000) : «La paroisse au vent de l'histoire»; PERRIN, L., *Paris à l'heure de Vatican II*, Éd. de l'Atelier, 1997; CHOLVY, G. / HILAIRE, Y.-M., *Le fait religieux aujourd'hui en France. Les Trente dernières années (1974-2005)*, Cerf, 2004.

I. DE LA PAROISSE IDEALE AUX DYSFONCTIONNEMENTS PRECOCES

Dans l'Occident chrétien, à partir du XIII^e siècle puis du XVI^e siècle, les réformateurs, qu'ils soient catholiques ou protestants, ont misé sur la paroisse pour entretenir et raviver la vie religieuse. La paroisse, c'est la cellule de base de la chrétienté.

Mais le type idéal de la paroisse c'est la paroisse rurale c'est-à-dire une communauté naturelle – *Gemeinschaft* – où se vit un fort sentiment d'appartenance sinon même une autarcie économique, sociale et culturelle. Comme tout le monde se connaît, « l'étranger », c'est celui qui n'est pas de la paroisse. Ce type de communauté ne peut guère dépasser les 1 500 âmes. Quand l'alliance existe entre les milieux culturels (famille, métiers et leurs confréries, quartiers) et les pouvoirs culturels (Église, école, État), centrale est la place de la religion, ceci à condition que le curé sache respecter l'écart toujours existant entre la religion prescrite et la religion vécue. Une alliance qui est loin d'être toujours la règle.

Très tôt cependant, dans les villes, des brèches se sont produites dans l'isolat paroissial. Ainsi, le développement des ordres mendiants, puis des congrégations vouées à l'enseignement ou l'assistance a multiplié les couvents, leurs chapelles, leurs associations, tels que les Tiers ordres. En 1999, dans la revue *Communio*, le cardinal Ratzinger évoquait la controverse entre Thomas d'Aquin et les prêtres séculiers de l'Université de Paris avec leur conception « rétrécie et appauvrie de l'Église [...] qui ne pouvait souffrir cette situation nouvelle de prêcheurs »².

Les hommes ont toujours souhaité constituer de petites sociétés dans la grande : le modèle des confréries de métiers ou de dévotion, a répondu à cette aspiration. Cependant, le clergé s'est efforcé d'assujettir ces confréries à la paroisse. Quand certaines d'entre elles ont pu édifier des chapelles à part, on pense par exemple aux confréries de pénitents, les litiges, les conflits ont été fréquents, qui opposent l'*ecclesiola* à l'*Ecclesia*.

Par ailleurs, dans les villes, la rigidité du maillage paroissial s'est révélée être un frein plus ou moins considérable à l'action pastorale. Si les paroisses étaient très nombreuses au centre des cités – 14, au XVI^e siècle, dans la seule île de la Cité ! – par contre, la desserte des quartiers plus récents et les faubourgs s'est souvent traduite par de grandes inégalités. À Paris, à la fin du XVIII^e siècle, Sainte-Opportune ne compte guère plus qu'une trentaine de familles quand Saint-Eustache compte 75 000 âmes- mais pas plus de 10% de pascalisants en 1767- et Saint-Sulpice 90 000, soit plus que bien des petits diocèses. La même inégalité existe à Lyon, où Saint-Irénée n'a pas un millier d'âmes, alors que Saint-Nizier en compte plus de 44 000. Les ordres religieux palliaient dans une certaine mesure cette inégalité, bien que leur implantation ait été souvent plus centrale que périphérique. On sait que les jésuites, à partir de leurs collèges, avaient fait naître de petites congrégations (sodalités ou associations) parmi leurs élèves et anciens élèves. Ces congrégations mariales, étendues aussi aux artisans, aux

demoiselles, aux dames, aux servantes, préfigurent une pastorale spécialisée. Mais le clergé paroissial s'est insurgé contre ces concurrences : en 1630, à Lyon, le curé de Saint-Nizier publie les *Devoirs des chrétiens à leur paroisse*, dénonçant ceux qui les en détournent. On pourrait multiplier ce genre d'avertissement. Par la suite, la suppression de la Compagnie, la crise des ordres religieux, avait créé, nous rapporte Lamennais, dans ses *Réflexions sur l'État de l'Église en France* (1808), « un vide profond dans la piété laïque » et il va jusqu'à évaluer « la diminution de moitié » du nombre des pascalisants, à Paris, entre 1762 et 1780, donc bien avant la Révolution. En 1776, l'archevêque de Lyon écrit qu'« aujourd'hui l'irréligion est la plaie de tous les états, de tous les sexes, de tous les âges ». La montée rapide du nombre des naissances illégitimes dans les villes en serait un autre indice :

	vers 1740	vers 1785
Paris	9%	23%
Strasbourg	6%	15%
Lille	6%	12,5%
Lyon	4,5%	12,5%
Perpignan	8%	28%

Au XIX^e siècle, les débuts de l'industrialisation et la révolution des transports amplifient les difficultés antérieures du maillage religieux urbain et ceci bien que la réorganisation post-concordataire ait cherché à réduire l'écart entre les paroisses : ainsi, à Lyon, en 1824, Saint-Nizier, paroisse la plus peuplée, ne compte-t-elle que 21 334 habitants, et Saint-Just, la moins peuplée 3 204. Mais rétablir l'encadrement en prêtres a été plus ou moins difficile et des freins existent au retour des congrégations, la plupart étant « non reconnues ».

Ces difficultés expliquent l'inquiétude d'apôtres et de pasteurs soucieux d'atteindre les diverses catégories sociales et ces « hors normes » que sont les gyrovagues (nombreux parmi les ouvriers), les migrants, les étudiants venant de province, les militaires, les prolétaires, les jeunes en révolte ... autant de catégories difficiles à faire entrer dans le cadre paroissial traditionnel.

II. UNE REPONSE: LA PAROISSE DES ŒUVRES

Les premières œuvres de jeunesse sont nées au carrefour de deux inquiétudes : le détachement des fils de bourgeois d'une part, avec l'influence prolongée du voltairianisme déiste ; et la crise de l'apprentissage liée aux débuts du machinisme, sans oublier, bien sûr, qu'il a toujours été difficile de favoriser la persévérance, alors celle des garçons, au-delà de la première communion, vers 12-13 ans.

² RATZINGER, J., *Les mouvements ecclésiaux et leur lien théologique*, in *Communio* 35 (1999) 92 sq.

Il n'est pas surprenant que les premières initiatives se soient manifestées à Marseille, Œuvre Allemand dès 1799 pour les « muscadins » ; Œuvre de la Jeunesse populaire de Timon- David en 1847; et à Paris, avec le patronage des apprentis, devenu ensuite le « patronage par réunion » par les confrères de Saint-Vincent-de-Paul (1835) puis (1845)

frères de Saint-Vincent-de-Paul. On notera que l'essor des patronages paroissiaux est beaucoup plus tardif, d'après 1881, c'est-à-dire après la laïcisation de l'école primaire publique, et qu'il a pris surtout la forme du patronage des écoliers. « Ici, on joue et on prie » : la formule de M. Allemand est devenue emblématique. Mais les premières œuvres de jeunesse ne sont pas paroissiales. Leurs fondateurs n'ont cessé que de disposer des locaux séparés et d'une chapelle.

De même, l'accueil des migrants a-t-il donné naissance à des missions flamande, polonaise, italienne, aveyronnaise à Paris ; à une « paroisse bretonne », œuvres et cercles se situant à part. Les Cercles catholiques d'ouvriers, les cercles d'étudiants ne sont pas davantage paroissiaux. Les lieux clos (collèges avec internat, hôpitaux, hospices, prisons, casernes) ont leur chapelle et un service d'aumônerie. Par ailleurs, l'étonnante expansion congréganiste que connaît la France, entre 1830 et 1880, se traduit par la multiplication de chapelles de couvents ouvertes au public. En 1861, le Sous-préfet de Pamiers (Ariège) écrit que les confessionnaux des Carmes sont assiégés à l'approche de Pâques et que les offices de la chapelle de ces religieux sont très suivis, « ce dont se plaignent assez haut les prêtres des trois paroisses » (A.D. 6V2, 26 mars), une doléance que, sans risque d'erreur, il est possible de transposer à la généralité des villes, particulièrement les moyennes et les petites, la dimension des paroisses parisiennes étant telles que la fréquentation des chapelles devait être mieux perçue ou, en partie, ignorée.

En 1878, dans *Le Grand péril de l'Église de France*, l'abbé Bougaud considère comme « de plus en plus stérile » l'ancien monde de la paroisse urbaine, « il faudrait des exercices spéciaux pour les hommes, d'autres pour les ouvriers ». Ce qui souligne, à propos de ces derniers, une différence avec l'Allemagne catholique où se sont multipliés les foyers pour ouvriers grâce à l'abbé Kolping. De son côté, dans une nouvelle édition de sa *Méthode de direction des Œuvres de jeunesse* (1892), le chanoine Timon-David, rappelant qu'il y eut toujours des tiers ordres et des associations pieuses, écrit qu'en ville, « la paroisse ne suffit plus aux besoins des jeunes ouvriers. Il faut laisser faire des œuvres spéciales en dehors de la paroisse ».

Pourtant, une réponse aux besoins nouveaux a été recherchée aussi dans la transformation de la paroisse. Aux États-Unis, ce fut sous la forme de paroisses ethniques ; dans le protestantisme, selon le modèle congrégationaliste. Mais le catholicisme européen, des Pays-Bas au Tyrol, en passant par la Belgique, l'Allemagne rhénane, l'Alsace, la Lombardie, la Vénétie et le Frioul, a excellé dans la multiplication de petites communautés au sein de la vaste paroisse urbaine, à partir du modèle du patronage. Les prêtres de « la génération Léon XIII » (Yvon Tranvouez) considèrent celui-ci comme le vivier d'où se dégagera une élite devenant le fer de lance du mouvement catholique. Un consensus existe sur ce point au sein

des deux courants du catholicisme social, celui de l'Œuvre des Cercles d'Albert de Mun qui est hiérarchique, et celui du Sillon de Marc Sangnier, qui est démocratique.

Les réalisations ont été plus ou moins développées. Fort bien dans le diocèse de Cambrai ou dans celui de Paris. Curé de Saint-Paterne à Orléans (1888-1906), et considéré comme « le premier curé de France », l'abbé Gibier, devenu évêque de Versailles, voit « la

renaissance de la religion en France » dans la fondation d'un « patronage pour la jeunesse dans toutes nos paroisses ». Le succès est venu avec le ballon rond. C'est la revue *Le Patronage* qui, la première en France, en 1896, publie les règles du football-association. À partir de 1898, la Fédération gymnastique et sportive des patronages de France, présidée par le docteur Michaux, incite à la création d'équipes sportives au sein des patros. Qu'il suffise de rappeler un nom : celui de l'abbé Deschamps à Auxerre. Des paroisses modèles suscitent l'intérêt des séminaristes et des prêtres : celle de l'abbé Cetty, à Saint-Joseph à Mulhouse ; Saint-Bruno à Grenoble ; Saint-Ferdinand à Bordeaux. Un réseau étendu d'œuvres constitue l'Église en société à la fois parfaitement organisée sur elle-même et ouverte à tous ceux qui veulent y entrer. Ce sont ces petites communautés qui ont souvent permis de recréer une communauté paroissiale, faite de leur addition et que les seuls offices dominicaux ne seraient pas parvenus à faire naître. Le temps est aux prêtres-projectionnistes, donc au cinéma paroissial, aux kermesses et aux multiples réunions. Les mouvements nationaux qui naissent ont adopté ou privilégié la base paroissiale : c'est en partie vrai pour le scoutisme, la Ligue féminine, l'Union catholique des hommes, voire la Jeunesse ouvrière chrétienne, laquelle puise ses premiers dirigeants dans l'élite des patronages, tout comme les syndicats chrétiens.

De ces grandes espérances qui reposent sur la paroisse urbaine, témoignent les enquêtes du jésuite Pierre Lhande, en banlieue parisienne. Les trois volumes du *Christ dans la banlieue* (1927-1931) sont très lus, leur auteur réalise aussi les premières émissions catholiques à la radio sur le *Poste parisien*. Par ailleurs, freinée par le discordat, la création de paroisses nouvelles devient possible après la Séparation. Ainsi, à Béziers, l'Immaculée Conception ; à Montpellier, les Saint-François et Saint-Cléophas. En 1931, à Paris, commencèrent les « Chantiers du Cardinal » par l'édification de nouveaux lieux de culte paroissiaux.

Mais les résultats de la paroisse des œuvres allaient être sérieusement contestés, débouchant sur une grave crise aux causes diverses, au point, qu'à nouveau, la ville soit considérée comme le lieu par excellence de la « déchristianisation ».

III. « DECHRISTIANISATION » PAR LA VILLE ET REMISE EN CAUSE DE CETTE AFFIRMATION

En 1943, les abbés Godin et Daniel publient, à partir de leurs observations d'aumôniers jocistes à Paris, un livre au retentissement considérable : *La France pays de mission ?* Ils évaluent à plus de 8 millions le prolétariat urbain qui, en France, « vit et pense en dehors de l'Église ». Ils voient « le paganisme déferler de toute part ». À Rouen, l'abbé Michel Quoist recense un docker pratiquant sur 660. Le temps vient des grandes enquêtes de sociologie religieuse portant sur les pascalisans et les messalisants, en ville, les messés. La critique va

s'amplifier qui dénonce la « paroisse ghetto », cette institution qui fait écran entre la masse, qui reste au-dehors, et le noyau des fidèles qui y gravitent à l'abri. Les œuvres participent de la « défense religieuse » alors que retentit depuis les années trente l'appel à la « conquête ». Le débat interne fait rage. En 1945, dans *Paroisse, communauté missionnaire*, le père Georges Michonneau, Fils de la Charité, conteste le bien-fondé des œuvres qui

« coûtent très cher, d'argent, de temps et de forces ». La lecture maximaliste que beaucoup en font conduit à les supprimer. Luc Perrin, dans *Paris à l'heure de Vatican II* (1997), parle d'un « crépuscule de la paroisse d'œuvres » au début des années 1960. Mais c'est dès 1949 qu'à Lyon, dans un rapport au cardinal Gerlier, le Père Alfred Ancel, à propos des difficultés de l'Action catholique spécialisée, considère qu'il « ne fallait pas démolir la paroisse. Il ne fallait pas supprimer les œuvres », ce qui laisserait entendre que tout est allé très vite. De fait, de grandes espérances ont été placées dans les mouvements spécialisés, cette élite de militants, volontiers opposée alors aux « chrétiens sociologiques ». Mais la « pastorale de délestage » pratiquée à Paris contribue à dévitaliser la paroisse territoriale. Des expériences diverses sont tentées, prêtres-ouvriers, communautés de base dont le pivot n'est plus la paroisse. Au demeurant : *Faut-il encore construire des églises ?* (s.d. de Jean Baboulène, Fleurus, 1970). En 1971, à Nancy, la décision de Mgr Jean Bernard d'en construire une provoque le départ de six prêtres. Il est bien vrai que, comme le constate le pasteur André Dumas – rappelons que les protestants n'ont pas eu de concile à recevoir- la décennie 1965-1974 fut celle d'une « interdestruction soupçonneuse ».

Quoiqu'il en soit des débats et combats internes, il faut retenir la fin de la paroisse - isolat dont l'existence communautaire est exténuée par les trois boîtes que sont la voiture, le téléviseur et l'ascenseur. La première a facilité le nomadisme, et les secondes, l'individualisme. De multiples dissociations sont survenues dans la scolarisation, le travail, l'habitat, les loisirs, et, plus récemment, la transmission sous toutes ses formes qui sont loin de ne concerner que la religion.

Faut-il rappeler aux jeunes générations que, jusqu'au début des années 1950 dans les quartiers populaires des villes, Paris compris, la fréquentation des commerces, du cinéma, et autres lieux de loisirs, les enterrements suivis à pied, créaient des solidarités. Et que, le contrôle social aidant, il était bien difficile de ne pas « faire comme tout le monde ». Disant cela, je relativise la portée des enquêtes des années 1950, et en amont, concernant la pratique religieuse. Qui ne se souvient qu'il fallait être un héros, si l'on était du sexe masculin et âgé de 14 ans et plus, pour faire ses pâques dans le Narbonnais, et un héros pour ne pas les faire en Haute-Lozère ou en Vendée militaire ?

Ce poids du « faire comme tout le monde » a-t-il disparu totalement ? Je ne pense pas. Qu'il suffise de penser aux modes vestimentaires de la jeunesse, aux cages d'escalier des HLM, ou aux comportements dans les collèges : l'un de mes anciens étudiants, professeur dans la ZUP de Nîmes, ne me rapportait-il pas, voici quelques années, que dans une de ses classes de 5^e, les élèves « faisaient le Ramadan comme tout le monde » car il ne s'y trouvait que 3 ou 4 non musulmans ?

Néanmoins, le poids de ces pressions collectives semble s'être affaibli avec la montée des classes moyennes au point que, religieusement parlant, l'avenir appartiendrait aux convertis c'est-à-dire à ceux qui, passée l'enfance, au cours de laquelle ils ont vite renoncé aux observances, optent pour un choix personnel entre 17 et 25 ans ? Quant à la paroisse, elle aurait finalement mieux résisté que les groupes informels et les mouvements spécialisés. Même si les lieux de culte paroissiaux ne rassemblent régulièrement que moins de 5 à 10 %

d'une population, ce qui, au demeurant, est difficile à évaluer car le phénomène *d'élection* est très répandu, que ceci résulte de l'emplacement, de la personne des prêtres, de la vie liturgique, de l'école fréquentée par les enfants, voire encore de l'attrait exercé par l'architecture de l'édifice, par exemple, pour un mariage.

Par ailleurs, le Code de droit canonique de 1983 est différent de celui de 1917. La paroisse était un territoire. C'est maintenant une communauté qui la définit et non plus ses limites spatiales. Les recompositions actuelles reposent sur les communautés existantes ou à créer. À nouveau, un intérêt est porté à l'ornementation, au clocher : des églises des années 70, qui n'en avaient pas, s'en dotent et des cloches se mettent à tinter. La séparation entre le culte et la mission s'estompe. Des associations nouvelles de fidèles ou des congrégations et instituts récents se donnent pour ambition d'enrayer la crise de la paroisse. Ainsi, de la Communauté de l'Emmanuel en charge d'un nombre croissant de paroisses dans de grandes villes, ou celle du Chemin Neuf. La communauté sacerdotale Saint-Martin, les Fraternités monastiques de Jérusalem, les Frères de Saint-Jean greffent les vocations qu'elles suscitent sur la paroisse, urbaine le plus souvent. Né à Madrid, le Chemin néo-catéchuménal suscite l'émergence de communautés missionnaires en paroisse. C'est dans la ville italienne de Trente que sont nés les Focolari. La Croix glorieuse naît à Perpignan en 1983. Issue de l'impulsion donnée par le recteur de Montmartre, Mgr Charles, la Communauté Aïn Karem naît à Paris en 1985. Les Cellules paroissiales d'évangélisation sont dues au curé de Saint-Eustorgio de Milan, Don Pigi Perini.

Ceci conduit à s'interroger sur le rôle que, de tout temps, les villes ont joué comme ferment spirituel, lieux de surgissement d'initiatives nouvelles. Ainsi, n'est-ce pas dans la « Babylone de l'Europe » qu'est née, en 1835, la Société de Saint-Vincent-de-Paul, à partir d'une modeste Conférence de Charité au sein de laquelle l'étudiant lyonnais Frédéric Ozanam a joué un rôle d'entraînement décisif ?

La JOC, bien entendu, mais aussi le scoutisme, né à Londres en 1907, sont des créations liées à l'inquiétude que suscitaient les difficultés de rejoindre la jeunesse en milieu urbain. Ainsi des minorités ferventes naissent-elles dans les grandes villes stimulées qu'elles sont par un environnement hostile.

L'historien anglais Hugh McLeod, à partir de ses travaux consacrés à New York, Londres et Berlin, invite à réévaluer le rapport entre ville et religion, et à dépasser le schéma de la ville qui se construirait en détruisant la religion (*European Religion in the Age of Great Cities*, Londres, 1995). Ce que l'historien français Jacques-Olivier Boudon a voulu montrer aussi en traitant de *Paris capitale religieuse sous le Second Empire* (Cerf, 2001).

Ceci invite à aller au-delà des indices observables de la pratique religieuse extérieure et d'en relativiser l'importance dès lors que la pression du « faire comme tout le monde » la marque. Il n'est pas facile de saisir l'émergence et l'influence des minorités ferventes.

Par ailleurs, dans les régions religieusement « détachées » (terme préférable à celui de « déchristianisées ») il n'est pas jusqu'aux indices quantitatifs de la pratique qui ne révèlent des taux moins déprimés dans les villes que dans leur environnement. Ainsi à Béziers, en 1911, plus de 7% de pascalisants (hommes et jeunes gens) en ville contre 4% dans les villages ruraux environnant et moins de 2 % en Minervois. Des écarts analogues se retrouvent à Narbonne, comparée au reste de l'arrondissement. Sans que l'on en soit totalement assuré, il est vraisemblable qu'il en était de même à Perpignan où, en 1887-1889, dans la partie rurale de l'arrondissement, la pratique pascalle masculine étant inférieure à 5 % (Latour de France 2 %, Saint-Paul de Fenouillet 2,7 %) à l'exception de la Salanque où elle dépassait 20 %. L'existence de collèges congréganistes ou confiés au clergé diocésain, jouait en faveur de ces taux plus élevés dans les villes. Ainsi du PIC et de la Trinité à Béziers, du Petit-Séminaire-Collège à Narbonne, de Saint-Louis à Perpignan. Sans oublier, bien entendu, le rôle majeur des pensionnats dans l'éducation des filles. À Béziers, en 1890, une enquête faite parmi les anciens élèves du PIC montre que « c'est le petit nombre qui persévèrent », mais ce « petit nombre » étant de 15 % (soit le double de la pratique masculine) on perçoit combien le réseau scolaire catholique représentait, et représente toujours, un point d'appui pour le maintien d'un noyau de pratiquants réguliers, voire de fervents dans les villes. N'oublions pas un autre point d'appui, celui des mouvements de jeunesse :

À la Première, on l'aime bien, notre méthode

Elle est ancienne et elle est bonne

On l'aime bien,

qui ça ?

Notre méthode,

où ça ?

À la Première.

La « Première » ? Il s'agit de la première troupe de scouts de France, fondée à Perpignan, en 1922, La Réal. Ayant rencontré en Italie, en 1963, des pionniers scouts « à la tenue déplorable », les scouts de La Réal qui « ont toujours eu conscience d'être une élite » - si j'en crois mon ancien étudiant Serge Pecceu - prirent conscience d'une identité renforcée.

L'appel à une « nouvelle évangélisation » lancée par le Pape Jean-Paul II à Nowa Huta, en 1979, et qui se situe dans le prolongement de l'exhortation apostolique *Evangelii nuntiandi* de 1975 a eu un retentissement plus rapide et plus important

dans les grandes villes s'il a suscité, au contraire, bien des réserves. Quoiqu'il en soit, symptomatique me paraît être l'exemple proche, et tout récent (19-25 mars 2007) d'une « mission dans la ville », à Toulouse, à l'initiative de la Faculté de Théologie de l'Institut Catholique (sous la forme d'un colloque sur l'évangélisation) et de Toulouse-alive, une association de jeunes catholiques ayant particulièrement la charge de l'annonce, sous des formes variées, et durant une semaine. On y a trouvé associés les 41 groupes de prière présents sur la ville ; les aumôniers, des communautés anciennes telles que les carmes déchaux ou les dominicains ; des communautés nouvelles, les Béatitudes, la Croix glorieuse, les Frères de Saint-Jean ; les chorales, l'une des trois veillées de prière étant œcuménique. Comme c'est le cas depuis quelques années dans d'autres villes, et bien sûr à Paris, la pratique de l'évangélisation de rue, naguère encore le fait des seuls évangéliques protestants, pour ne pas citer les Témoins de Jéhovah, cette rencontre, faite deux par deux, d'évidence difficile, entre peu à peu dans les mœurs au sein des communautés de jeunes catholiques. Je pourrais citer, outre Aïn Karem à Paris, un autre exemple, celui de la Société Notre-Dame de la Mission, à Toulon. Ce disant, vous aurez pu constater qu'un historien ne saurait ignorer ce qui se passe maintenant autour de lui. Il sait, comme de grands maîtres tels que Lucien Febvre ou Henri-Irénée Marrou le lui ont enseigné, que, le plus souvent, la recherche historique part des interrogations du présent.